

Le cri de colère des pro-Palestiniens

ANTOINE GRENAPIN
20/07/2011, 06 h 00



Plusieurs associations se sont réunies, hier, sur la Comédie. (Photo M. P)

"Nous avons appris, par un contact sur le bateau, que les navires israéliens approchaient." Robert Kissous, qui a pris la tête du comité de soutien montpelliérain "Un bateau pour la paix", était sur le quai, hier. En réaction à l'arraisonnement du Dignité Al-Kharama, dernier navire à faire encore route vers Gaza, celui qui est également président départemental de l'AFPS - Association France Palestine solidarité - a tenté de mobiliser rapidement les sympathisants à la cause pour un rassemblement symbolique.

Hier, en début de soirée, sur la place de la Comédie, une trentaine de personnes l'ont rejoint. Armé d'un mégaphone, chaque représentant de la vingtaine d'associations qui soutiennent l'initiative a relayé ses idées, teintées de colère contre l'indifférence des autorités françaises.

Illustration avec Olivier Gros, responsable de Pax Christi, un mouvement catholique international pour la paix : "L'armée française s'autorise des missions aux abords des côtes somaliennes, s'empare-t-il. Par contre, quand il s'agit d'une intervention israélienne qui viole les conventions internationales, on ne réagit pas." D'une organisation présente place de la Comédie à une autre, les arguments diffèrent.

Exemple avec ceux de José-Louis Moragues, représentant de la CCIPP (Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien) qui accuse, quant à lui, la mairie de Montpellier : "Eux aussi sont coupables, plaide-t-il. Perla Danan (conseillère municipale pressentie pour être nommée aux relations extérieures, NDRL) est une des membres actifs du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) !", lance-t-il à la foule.



MYRIAM BERNET

Une trentaine de manifestants s'est rassemblée hier soir sur la place de la Comédie pour dénoncer les agissements de l'armée israélienne.

Palestine. A 40 miles de Gaza, les passagers du Dignité-Al Karama ont été arrêtés par l'armée israélienne.

Solidarité avec le bateau arraisonné

■ Une trentaine de personnes s'est rassemblée hier soir sur la place de la Comédie à l'appel du Comité montpelliérain Un bateau pour Gaza. Comme partout en France, ils manifestaient leur colère suite à l'arraisonnement dans la matinée du Dignité-Al Karama par la Marine israélienne. Une arrestation dans les eaux internationales, « totalement illégale », s'indigne Robert Kissous, président de l'AFPS 34 (Association France Palestine Solidarité), une des 20 organisations membre du comité.

Le petit bateau, qui était le seul de la flottille pour la Liberté II à avoir pu s'échapper de son port d'attache grec, n'était qu'à 40 miles de son ob-

jectif : Gaza. Face à leur refus d'obtempérer, les 16 personnes à bord du navire, dont deux membres d'équipage, ont été arrêtés par l'armée et conduits vers le centre de détention d'Ashdod. Selon les sources du Comité, ils devraient y être retenus tant qu'ils n'auront pas signé un engagement à ne pas fouler le sol israélien pour les dix années à venir.

« C'est un nouvel acte de piraterie injustifiable », dénonce Olivier Gros, secrétaire du CCFD et responsable diocésain de Pax Christi. Alors qu'une délégation parisienne était reçue au ministère des Affaires étrangères « pour faire délivrer nos amis et faire arriver le bateau à Gaza », Robert Kissous, réclamait au

micro le respect du droit international. « La communauté internationale condamne le blocus de Gaza mais ne fait rien pour l'empêcher », s'ofusque-t-il. Un silence assourdissant dénoncé par l'ensemble des porte-parole du Comité qui se sont succédé au micro. Notamment le représentant de la CCIPPP 34 (Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien) qui s'inquiète de voir Israël « dénaturer » le but de la flottille en mettant en avant son objectif humanitaire (la distribution de vivres et de matériel) tout en occultant son message politique : la levée du blocus de Gaza.

MARINE DESSEIGNE



